



DEMANDE DE VERSEMENT DE L'AIDE relative à la rénovation du verger cidricole

Décision INTV-SANAEI-2015-33 du 6 juillet 2015

CAMPAGNE DE PLANTATION : 1^{er} Août 2015 – 31 juillet 2016

Veillez envoyer votre demande de versement **au plus tard le 15 octobre 2016** à :

FranceAgriMer

Unité aides aux exploitations et expérimentation

12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 - 93 555 Montreuil-sous-bois cedex

**RESERVE A L'ADMINISTRATION
A L'USAGE DE FRANCEAGRIMER – NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION**

N° DOSSIER : _____

DATE DE RÉCEPTION : _____

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

N° PACAGE : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

DEMANDEUR INDIVIDUEL

Nom: _____ ; Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|_| Commune : _____

DEMANDEUR EN SOCIETE

Raison sociale : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|_| Commune : _____

COORDONNEES DE LA PERSONNE A CONTACTER

Nom: _____ ; Prénom : _____

Téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| ; |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Fixe *Mobile*

Mél : _____

DATE A COMPLETER

Date réelle de fin de plantation

|_|_|_|/|_|_|_|/|_|_|_|_|_|_|_|

PLANTATIONS RÉALISÉES

Plantations accompagnées d'un engagement d'arrachage avant le 31/07/2021

Surface concernée : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|
Ha are ca

Plantations sans engagement d'arrachage

Surface concernée : |_|_|_| |_|_|_| |_|_|_|
Ha are ca

MENTIONS LEGALES

Je suis informé que conformément au règlement (CE) n° 259/2008 qui impose aux Etats membres la publication des montants versés aux bénéficiaires des aides financées par le FEAGA et le FEADER, toute demande d'aide conduira à la collecte d'informations nominatives me concernant et que mes nom/raison sociale, commune de résidence/siège social, code postal et le montant net des aides perçues feront l'objet d'une publication annuelle. Je suis par ailleurs informé que les informations publiées pourront être traitées par les organes des Communautés et des Etats membres compétents en matière d'audit et d'enquête. Les informations publiées seront consultables sur un site WEB unique dédié (<http://agriculture.gouv.fr/beneficiaires-pac>) pendant une durée de deux ans. La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire.

PIECES JUSTIFICATIVES A JOINDRE

Je joins à la présente demande les pièces justificatives dont je coche la case correspondante ci-dessous.

		Pièce jointe	Sans objet
Formulaire de demande de versement, complété, daté et signé.	1 original		
Décision attributive de l'aide	1 copie		
R.I.B.	1 copie		
Factures d'achat des plants, acquittées avec visa et cachet du fournisseur ou du prestataire, en original , (comportant les montants HT – plants, redevances, transport), ou relevés bancaires faisant apparaître le paiement des factures. Attention : - Seules les factures éditées entre la date de dépôt de la demande d'aide et le 30 septembre 2016 sont éligibles. - Une facture acquittée est une facture portant les mentions de la date et du mode de règlement (chèque, virement...) « payée le... » ou « acquittée le... » et validée par le cachet original et la signature originale du bénéficiaire du règlement . - Les relevés bancaires sur lesquels apparaissent les sommes en débit sont obligatoires lorsque les factures ne sont pas acquittées. Dans ce cas le demandeur mentionne sur la facture : « facture certifiée payée le par » suivi de sa signature.	1 original		

SIGNATURE

Je, soussigné (Nom et prénom) ¹,: _____
 certifie :

- avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
- l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Fait à _____, le |_|_|_| |_|_|_| |2|0|_|_|_|

Signature (s) ¹

¹ Nom, prénom et signature du demandeur (si individuel) ou de l'ensemble des associés (si GAEC) ou du représentant légal dûment mandaté (si autres sociétés).